



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 25/04/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection des 26/03/2025 et 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELF 3 REAU

38, Rue de Berri
75 008 Paris

Références : E4/25-1033

Code AIOT : 0006520226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée les 26/03/2025 et 27/03/2025 dans l'établissement ELF 3 REAU implanté parc d'activité de l'A5, rue Denis Papin à Réau (77 550). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection inopinée a pour objectif de vérifier la réalisation d'un état des stocks conforme à la réglementation, la bonne prise en compte des matières dangereuses dans cet état des stocks et la détermination du statut SEVESO par dépassement direct ou par la règle de cumul.

Le contrôle a été réalisé sur 2 jours consécutifs : la société TRANSALLIANCE a été inspectée le 26 mars et la société LOG'S le 27 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELF 3 REAU
- Parc d'activité de l'A5 rue Denis Papin 77550 Réau
- Code AIOT : 0006520226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°17 DCSE IC 005 du 15 février 2017 et exploité par ELF 3 RÉAU depuis le 10/12/2019.

Un arrêté préfectoral n°2021/DRIEE/UD 77/168 imposant des prescriptions complémentaires a été délivré le 31/12/2021.

Au regard de la nomenclature des ICPE, cet établissement comporte des installations soumises au régime :

- de l'autorisation au titre des rubriques 1510-2-a et 4801-1 ;
- de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910-A-2, 4330, 4331, 4510, 4511, 4755-2-b ;
- de la déclaration au titre des rubriques 4320-2, 2171 et 2925-1.

L'entrepôt est composé de 11 cellules réparties sur 2 locataires : LOG'S et TRANSALLIANCE. Les 4 premières sont occupées par LOG'S, et TRANSALLIANCE occupe les 7 autres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 article 1.4. de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des statuts SEVESO SH et SB	Code de l'environnement en vigueur article R.511-11	Sans objet
3	Fourniture et langue des FDS	Règlement européen du 18/12/2006 article 31.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant d'une visite d'inspection inopinée, l'exploitant n'était pas présent lors de la visite. L'inspection des installations classées a été reçue par des représentants de chacun des locataires : LOG'S et TRANSALLIANCE.

La visite du site a permis de constater que cet entrepôt était propre et bien géré. Chaque locataire a fourni l'état de son stock. Après analyse, il s'est avéré que ces états des stocks étaient perfectibles. En outre et en l'absence de l'exploitant, il n'a pu être mis à disposition de l'inspection des installations classées un état des stocks global agrégeant les stocks de chacun des locataires, et permettant de vérifier le cas échéant le statut SEVESO de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4. de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, gestion et prévention des risques
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel : en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population : un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Chaque locataire a fourni à l'inspection des installations classées un état des stocks du jour de la visite.

Pour TRANSALLIANCE :

Le stockage des 7 cellules est composé exclusivement de boissons non alcoolisées de différentes marques. TRANSALLIANCE ne stocke donc pas de matières dangereuses au sens de la nomenclature ICPE.

L'état des stocks est un document de 62 pages détaillant l'ensemble des boissons et stockées dans chaque cellule. Il n'est fait aucune mention aux rubriques de la nomenclature. En outre cet état des stocks ne permet pas d'identifier aisément la quantité de produits dans chaque cellule.

Le document présenté ne peut donc être considéré comme un état des stocks au sens du 1. de l'article 1.4. de l'annexe II précité. Ce document ne permet pas non plus de répondre aux besoins d'information de la population (2. de l'article 1.4. de l'annexe II) dans la mesure où il ne s'agit pas d'un état synthétique permettant de fournir une information vulgarisée.

Pour LOG'S :

Le stockage des 4 cellules est composé de divers produits. Des produits dangereux sont présents dans les cellules 1 et 2. La quantité de produits dangereux est assez faible (inférieure à 0,5 tonne).

L'état des stocks répertorie les stocks présents, dangereux et non dangereux, dans chaque cellule. Cependant il n'est fait aucune référence au classement des produits par rapport aux rubriques ICPE.

Pour les matières dangereuses, les mentions de dangers ont bien été identifiées. Cependant, ces mentions de dangers sont toutes regroupées sans distinction des différentes familles auxquelles elles appartiennent et l'état des stocks ne fait pas apparaître le classement au titre des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE pour les produits concernés.

LOG'S dispose des FDS de leurs produits dangereux. Une FDS a été transmise à l'inspection des installations classées. Son analyse fait l'objet d'un point de contrôle n°3 ci-après.

Enfin, TRANSALLIANCE et LOG'S n'ont pas été en mesure d'expliquer, à l'inspection des installations classées, l'organisation mise en place pour permettre de disposer de l'état des stocks et des FDS à tout moment et de façon accessible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°1</u> L'exploitant veillera à ce que chacun de ses locataires établisse un état des stocks conforme à la réglementation et respectant les dispositions de l'article 1.4. de l'annexe II précitée. Il s'assurera que l'état des stocks pour le locataire LOG'S est réalisé quotidiennement. <u>Demande n°2</u> L'exploitant justifiera des dispositions organisationnelles prises pour que les états des stocks des 2 locataires, les FDS, ainsi que le plan général des zones de stockages, soient facilement accessibles et tenus en permanence à disposition.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Vérification des statuts SEVESO SH et SB

Référence réglementaire : Code de l'environnement en vigueur, article R.511-11
Thème(s) : Risques accidentels, détermination du statut SEVESO
Prescription contrôlée : <p>I. - Une installation répond respectivement à la « règle de dépassement direct seuil bas » ou à la « règle de dépassement direct seuil haut » lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R.511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.</p> <p>Pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, est comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, 2760-4 et 2792.</p> <p>Pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées.</p> <p>II. - Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :</p> <p>a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :</p> $Sa = \sum q_x / q_{x,a}$ <p>où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « $q_{x,a}$ » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil</p>

haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée :

b) Dangers physiques : la somme S_b est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_b = \sum q_x / q_{x,b}$$

où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « $q_{x,b}$ » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée :

c) Dangers pour l'environnement : la somme S_c est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_c = \sum q_x / q_{x,c}$$

où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « $q_{x,c}$ » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée :

d) Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes S_a , S_b ou S_c les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas :

e) Les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités « q_x » si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement.

Constats :

Vérification du statut SEVESO par application de la règle de dépassement direct :

Au regard de la quantité de matières dangereuses de moins de 0,5 tonne et des mentions de dangers des produits stockés figurant sur l'état des stocks de LOG'S, l'établissement n'est pas SEVESO par application de la règle de dépassement direct.

Vérification du statut SEVESO par application de la règle des cumuls :

Au regard de la quantité de matières dangereuses susceptibles d'être stockées sur le site (art. 1.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2021/DRIEE/UD77/168 du 31/12/2021), il est possible que l'établissement réponde au statut SEVESO par application de la règle des cumuls décrite au II de l'article R.511-11 du code de l'environnement.

Le jour de la visite, l'inspection des installations classée n'a pas eu accès à la méthodologie de détermination du classement SEVESO à l'échelle de l'entrepôt. Cependant, il apparaît que la quantité de matières dangereuses est inférieure à 0,5 tonne sur l'ensemble de l'entrepôt. Et compte tenu des mentions de danger indiquées dans l'état des stocks de LOG'S, l'entrepôt n'est

pas à considérer comme un établissement SEVESO par application de la règle de cumul.
Observation : <p>La quantité de matières dangereuses réellement stockées est aujourd'hui inférieure au seuil de classement SEVESO que ce soit par application de la « règle de dépassement direct » ou par celle de la « règle des cumuls ».</p> <p>Pour autant, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le suivi nécessaire de la détermination du statut SEVESO de son entrepôt, au regard des quantités de matières dangereuses susceptibles d'être stockées sur le site (art. 1.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2021/DRIEE/UD77/168 du 31/12/2021).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fourniture et langue des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.
Thème(s) : Produits chimiques, fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008, [...]</p> <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement. [...]</p> <p>8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois. [...]</p>
Constats : <p>Le locataire LOG'S a expliqué qu'il disposait de l'ensemble des FDS. À la demande de l'inspection des installations classées, LOG'S a fourni la FDS relative au produit « aéronet mousse nettoyante à fonction désinfectante ». Après analyse, cette FDS, rédigée en français, reprend l'ensemble des rubriques définies à l'article 31 du règlement européen du 18/12/2006 et apparaît conforme à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

